

LES IMPASSES DE LA GRANDE DÉVALORISATION

Jacques GUIGOU et Jacques WAJNSZTEJN

TEMPS CRITIQUES 2016

AU DÉBUT DES ANNÉES 2000, NOUS AVONS DÉJÀ PRÉSENTÉ ET CRITIQUÉ LES THÈSES DE LA REVUE allemande *Krisis*¹. Après des échanges avec les principaux auteurs de cette revue, nous nous sommes aperçus de points de divergence importants autour de la question de la valeur. La parution de leur dernier livre : *La grande dévalorisation. Pourquoi la spéculation et la dette de l'État ne sont pas les causes de la crise* de Lohoff et Trenkle, Post-éditions, 2014, nous donne l'occasion d'y revenir.

MISE EN PERSPECTIVE DE LEUR POSITION GÉNÉRALE

Si on voulait la résumer, un peu abruptement on pourrait dire que pour eux, la crise actuelle est une confirmation de la loi de la valeur alors que pour nous elle est le signe de sa caducité.

Dit de façon encore plus lapidaire, pour eux la valeur domine le capital alors que pour nous le capital domine maintenant la valeur (cf. notre notion de « révolution du capital »).

D'où le fait que Lohoff et Trenkle maintiennent la centralité de la valorisation comme cadre de leur analyse d'une crise qu'ils conçoivent donc en termes de dévalorisation, alors que notre cadre est la tendance à la valeur sans le travail vivant (substitution capital/travail et intégration de la technoscience aux forces productives) qui nous fait analyser la crise actuelle en termes de crise de reproduction du rapport social et non simplement du mode de production capitaliste.

Pour avancer dans cette schématisation de nos divergences, on peut dire que :

– pour les auteurs de *Krisis* — c'est une thèse qu'ils donnent comme fondamentale —, la valeur domine le capital. En effet, malgré toutes leurs affirmations selon lesquelles leur analyse spécifie le mode de production capitaliste, on peut s'apercevoir que tous leurs développements sont a-historiques et c'est particulièrement voyant pour ce qui est des rapports entre valeur et capital. Or, c'est justement ce que le développement du capital fictif (et plus généralement le développement de la finance) dément à certaines périodes historiques comme celle que nous vivons aujourd'hui. De ce postulat de domination de la valeur sur le capital, ils infèrent que le capital fictif est le « mauvais côté » du capital puisque son développement généralisé et sa tendance à s'autonomiser le conduisent à apparaître comme plus vaste que le mouvement de la valeur ; tendance qui contredit leur thèse. Pour s'en sortir, ils en reviennent alors à la théorie marxiste traditionnelle de la valeur-travail, celle qui fonde la valeur des marchandises sur la quantité de plus-value extraite dans l'exploitation du travail vivant. C'est pour *Krisis* le « bon côté du capital ».

– Dans les textes de *Temps critiques*, le capital domine maintenant la valeur. Nous disons maintenant, car ce n'était pas le cas dans la période de domination réelle du capital. En effet, depuis une vingtaine d'années, nous avons cherché à montrer que le capital fictif permettait au capital de s'autonomiser de sa détermination productive ; de s'abstraire de son assujettissement au temps de travail dit « productif » et ainsi d'accéder à la représentation. Mais c'est une représentation qui se nie, car avec la virtualisation de toutes les activités humaines, il tend — sans y parvenir — à « s'actualiser », à supprimer les temporalités de la vie humaine. [cf. le développement page suivante]

Le capital fictif est désormais indissociable du mouvement historique du capital tel qu'il s'est réalisé depuis l'échec du dernier assaut prolétarien, celui des années 1965-75. Marx (critiquant à l'avance tous les marxistes dogmatiques de la valeur-travail) écrit d'ailleurs explicitement dans la cinquième section du Livre III du *Capital* : le capital fictif est une forme sans contenu. Nous pourrions ajouter : l'argent se fait signe plus que marchandise.

Nous avons, en effet parlé de la valeur comme représentation, mais c'était dans la première époque de *Temps critiques*, celle de l'anthologie II intitulée « La valeur sans le travail ». En 2004, avec *L'évanescence de la valeur* et surtout en 2008 avec *Crise financière et capital fictif*, s'est ouverte une seconde époque de notre théorie de la valeur : c'est la valeur qui ne peut plus être définie par son quantum de plus-value, c'est la valeur qui se délite et se pulvérise tant elle se trouve partout et nulle part puisque son ancrage dans le travail s'est arraché. Elle ne peut plus être définie comme une représentation et c'est bien une

1 – Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein, *L'évanescence de la valeur. Une présentation critique du Groupe Krisis*, Paris, L'Harmattan, 2004.

conséquence directe de la conclusion du livre *Crise financière et capital fictif* à savoir que notre critique de la valeur « se place du côté du prix », car « le prix est politique », etc.

Il n'y a donc plus mise en représentation de la valeur mais cristallisation, coagulation de la valeur, opérationnalisation de la valeur « au service » du capital, de son mouvement, de sa politique, de sa puissance. Une telle approche qui place la valeur comme « servante » du capital permet, au passage, de ne pas s'enfermer dans un problème qui nous a bloqués dans notre approfondissement/clarification de la question, à savoir la fausse antinomie entre la valeur comme équivalent général et la valorisation dans le procès intégral de production, puisqu'il peut toujours bien y avoir un processus de valorisation sur toute la chaîne de « production ».

Laissons pour l'instant (dans ce texte) non examinée la question de la représentation-capital et de sa négation. Là-dessus, nous avancerons l'hypothèse, non pas d'une « fin potentielle du capital » comme le formule Jacques Camatte depuis les années 1990, mais comme une fin de la représentation-capital au profit d'une société capitalisée (sans représentation) dans laquelle le capital s'actualise en permanence ; oui, en cela, le capital a phagocyté la valeur.

Dans cette forme sans contenu, le capital semble abolir le passé et tendre vers l'immortalité (cf. sa référence et sa critique à Richard Price (vol. III des *Théories sur la plus-value*, Éditions sociales, p. 55-57), ce à quoi Marx ne peut évidemment pas souscrire. Il dit seulement que dans cette forme il devient « le capital par excellence » (*ibid.*, p. 538). Déjà, dans les *Grundrisse*, il affirmait que l'argent devient la communauté réelle (Anthropos, vol. I, p. 165-167) et le capital devient totalité dans la mesure où il peut éliminer ses béquilles, c'est-à-dire ses présuppositions (*ibid.*, p. 424)

Mais Marx ne tient pas sa position et page 552 il dénonce cette forme « irrationnelle », cette « forme du capital qui s'aliène de plus en plus et perd toute relation avec son être propre » (*ibid.*, p. 552). Une « irrationalité » dénoncée également par Lohoff et Trenkle et pour les mêmes raisons qui sont que le « vrai capital » c'est le capital productif et qu'il faut se rallier à la critique de la chrématistique d'Aristote. Mais alors, à quoi bon se réclamer d'un « bon » Marx ésotérique si c'est pour se rabattre sur le « mauvais » Marx exotérique du travail productif et de la valeur-travail ?

Non, la critique qui pourrait ici être faite à Marx, c'est celle de sous-entendre, dans ses plus grandes anticipations et les meilleures que le capital n'aurait pas de limites, alors qu'aujourd'hui, suite à une nouvelle prise en compte de notre rapport à la nature extérieure, la question des limites se pose non seulement de manière interne au mode de production capitaliste, mais aussi de manière externe, dans ce rapport à la nature extérieure justement. Et cet extérieur peut constituer une limite mortelle... mais aussi la possibilité d'une nouvelle dynamique (capitalisme « vert ») qui se nourrit aussi de la critique d'origine écologiste. Si on tient compte de l'autre anticipation de Marx qui est que le capital en général se fait figure objective, c'est-à-dire qu'il tend à absorber le rapport social qui le définissait (*ibid.*, p. 570), alors on semble bien en être là : domination du capital et évanescence de la valeur d'un côté ; société capitalisée de l'autre même s'il nous reste peut-être à préciser ce qui fait qu'on refuse d'y voir « la communauté matérielle du capital » théorisée par Jacques Camatte et la revue *Invariance*.

Encore société donc, malgré la résorption des institutions, la mise en réseaux des rapports sociaux, l'ubérisation du salariat, la particularisation des relations collectives, etc. des médiations politiques étatiques et économiques exercent encore un pouvoir de régulation qui bien, que chaotique et fluctuant, a un effet sociétal².

Et aussi parce que la tendance n'est jamais parachevée et qu'elle implique des mouvements de résistance qui ont du mal à dégager des perspectives propres et restent contre dépendants de leur critique (anti-industrielle, anti-modernité).

2 – Notre article sur l'État dans le n° 18 de la revue *Temps critiques* (automne 2016) donne des précisions à la fois sur la façon dont le capital « fait société » et sur ce qu'est pour nous la « société capitalisée » (cf. particulièrement, p. 45 et 51).

IL N'EMPÊCHE QU'IL Y A DES POINTS DE CONVERGENCE AVEC NOUS DANS L'APPRÉCIATION DE CERTAINES TENDANCES À L'ŒUVRE DU CAPITAL :

– le fait que les pays émergents et même la Chine ne constituent pas des processus autonomes de valorisation pouvant venir premièrement concurrencer les pays à capitaux dominants (p. 116 et 117) car ils sont trop dépendants de leurs exportations, du capital fictif (sous forme d'IDE) en provenance de l'Occident, de leur possession de dollars ; et deuxièmement fournir un prolétariat de substitution aux classes ouvrières défaillantes de ces mêmes pays car ces prolétaires ne se fixent pas et leur nomadisme, quasi institutionnalisé par la loi chinoise, coïncide avec le nomadisme accentué du capital dans une Chine actuelle en voie de délocalisation. Ceci est renforcé par les programmes d'automatisation en cours actuellement en Chine où le temps de la force de travail comme « capital le plus précieux » apparaît terminé.

– une reconnaissance du rôle actif du capital fictif même si, pour eux, il ne fait qu'ajourner la crise et en est le symptôme plutôt que la cause, alors que pour nous il joue un rôle moteur dans la révolution du capital et les innovations, particulièrement dans le secteur des nouvelles technologies dont la « valeur » produite est elle-même virtuelle ou fictive, au moins dans un premier temps et participe de « l'évanescence de la valeur ». Ce rôle moteur est d'ailleurs reconnu par Trenkle lui-même (p. 20) quand il dit : « [...] à l'ère de la troisième révolution industrielle le capital fictif s'est transformé pour devenir lui-même le moteur de l'accumulation » ; mais c'est toutefois pour maintenir l'hypothèse générale et principielle de leur livre, d'une dévalorisation finale puisque ces « traites sur l'avenir » sont exponentielles. Retour à la crise finale comme viatique, mais depuis presque un siècle qu'en entend ça cela n'a guère de pertinence immédiate. C'est justement cette évanescence de la valeur qui n'est pas perçue quand il oppose valorisation et accumulation de capital fictif (p. 78).

Cela leur permet de critiquer des économistes marxistes qui osent quand même parler de capital fictif, comme Chesnais, mais n'en font qu'une ponction sur la survaleur dans le cadre d'un jeu à somme nulle (= pas de dynamique).

Ils rajoutent une distinction entre capital fictif « en fonction » qui participe à terme de la valorisation et capital fictif « à découvert » car dans ce cas aucune valeur ne fait face au capital. Sauf dans le cas des produits dérivés, on ne voit pas trop la pertinence de cette distinction dans une phase d'unification de toutes les formes de capital.

Toutefois, la perspective des deux auteurs du livre semble diverger. La première partie de Trenkle reste cohérente avec ce qui précède par rapport à la notion de capital fictif et par rapport à la financiarisation en ne parlant pas en terme de déconnexion puisque le mot « d'économie réelle » qui laisse supposer une économie « irréaliste » ou fictive n'y apparaît pas plus ; alors que dans la seconde partie qui est celle de Lohoff, elle est sans arrêt reprise de façon a-critique, accompagnée souvent, et en contre point, de celle de « valorisation de la valeur », expression qui littéralement n'a aucun sens (même s'il semble lui donner celui de la circulation de l'argent, note 1, p. 147 ce qui ne nous semble pas avoir rapport avec une quelconque valorisation de la valeur, mais bien plutôt avec sa réalisation comme disent les marxistes) à l'inverse de notions internes au schème de la valeur, telles que procès de valorisation et valorisation du capital).

– la reconnaissance que la force de travail n'est pas une vraie marchandise... mais pour dire qu'elle reste essentielle alors que pour nous elle n'est pas une marchandise, car elle n'est pas produite³ et qu'elle devient de plus en plus inessentielle pour le procès de valorisation. « Le travail sans valeur » sous-titre-t-il page 84 en parallèle et en opposition à notre « la valeur sans le travail ». Pour Trenkle, « le travail immédiat [...] disparaît donc de plus en plus comme source de la production de la valeur » (p. 118) ce qui correspond à peu près à notre notion d'inessentialisation de la force de travail.

Nos auteurs en sont réduits, dans leur troisième partie, à détacher complètement « l'immense accroissement de production de richesse matérielle » [par la révolution technologique] des possibilités de créer de la valeur suite à « l'éviction massive de la force de travail des secteurs productifs de valeur » (p. 238) puisqu'ils raisonnent encore sur les bases d'une théorie de la valeur-travail (et sans le dire à toutes les pages, mais de façon implicite en rapport avec la notion de travail productif telle qu'on l'entendait à l'époque

3 – Ce que vend le salarié c'est la mise à disposition de son temps de travail abstrait indépendamment d'une tâche précise. C'est ça le rapport social salarial qui est un rapport de subordination et ce n'est qu'ensuite que le contrat de travail vient régir un travail particulier et des conditions particulières d'exploitation.

de l'économie classique et de Marx) que pourtant ils condamnent⁴ comme appartenant au « mauvais Marx ». Seulement leur problème c'est que c'est leur seul modèle d'explication de la dévalorisation, la théorie du « bon » Marx sur le travail abstrait et la forme valeur ne leur permettant pas d'expliquer « la crise ».

– la critique des indicateurs économiques dans la mesure où certains outils sont aujourd'hui inutilisables. Malheureusement, la démonstration que produit Trenkle pour critiquer le paradoxe de Solow, à travers le haut niveau d'agrégation des données, vaut largement pour le calcul du taux de profit et empêche tout calcul de sa baisse tendancielle (p. 90) ; sans parler de l'impossible calcul de la productivité du travail (cf. les travaux de Zarifian sur la « nouvelle productivité ») et ce que nous disons sur la combinatoire des forces productives qui permet, plus ou moins, de distinguer une productivité autonome des facteurs de production. C'est donc d'une remise en cause bien plus générale dont il s'agit ; une remise en cause qui ne touche pas seulement les outils bourgeois de l'économie politique, mais aussi ceux qu'ont utilisé Marx puis les marxistes. Mais au lieu de saisir l'unité du procès de l'amont (Recherche et Développement) jusqu'à l'aval (publicité, marques, représentation de la chaîne de valorisation, il en appelle à un calcul de la productivité « au niveau matériel » (p. 101) ce qui est à la fois peu marxiste et à contre tendance de la virtualisation propre à la dynamique actuelle du capital.

Trenkle étend sa critique des outils à la difficulté de distinguer consommation et investissement dans le secteur des NTIC⁵ et à la simplification que produit le calcul de la productivité des services par l'évolution du niveau des salaires, une simplification particulièrement abusive aujourd'hui, mais qui correspond à des soucis de comptabilité nationale de la richesse et de son rapport à la valeur-puissance (de l'État) dont il semble peu au fait⁶.

– la reconnaissance par Lohoff (partie 2) que tant que la crise reste financière elle n'est pas dramatique au contraire de ce qu'il adviendrait si on passait à une crise monétaire, c'est-à-dire une situation dans laquelle la traite sur l'avenir signée par le capital fictif ne serait plus validée ni par les agents économiques privés, ni par les banques, ni par les États. Or ce n'est pas à l'ordre du jour malgré tous les lanceurs d'alerte monétaristes devant les politiques de *quantitative easy*.

Entrons un peu dans le détail de leurs analyses et tout d'abord dans la première partie de Trenkle où on retrouve les développements les plus intéressants.

Il y affirme, à la différence de Jappe et de son *Crédit à mort* ou de son article dans le journal *le Monde* : « L'argent est-il devenu obsolète ? Un fétiche en voie de disparition⁷ » : « On constate que la crise actuelle de l'économie mondiale n'est aucunement le résultat d'une spéculation ou d'un endettement excessifs

4 – Cf. leur critique du marxisme orthodoxe : « Conditionnés depuis toujours à replier la critique marxienne de la valeur sur la théorie positiviste de la valeur-travail, et à ramener toute richesse capitaliste à l'exploitation réelle du travail vivant, il leur est impossible de reconnaître dans l'accumulation de titres de propriété autre chose que la nouvelle distribution de la survaleur extorquée aux travailleurs » (p. 244). S'ils ont ici raison contre tous les marxistes dont l'analyse reste centrée sur le rapport de force entre travail et capital et donc pose les questions en terme de lutte pour le partage des richesses, ils sont par contre en contradiction avec la partie de phrase que nous avons soulignée avant l'appel de note.

5 – Mais toutes les conséquences n'en sont pas tirées quand on s'aperçoit dans la troisième partie que nos auteurs ne comprennent pas ce qu'est une « consommation productive » assimilant toute consommation à une consommation.

6 – Sur ce point on se reportera avec profit au livre de François Fourquet, *Les comptes de la puissance : histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Recherches, 1980. La thèse principale de l'auteur est que la valeur est un concept politique. Ce qu'il appelle « la valeur-puissance ne s'ajoute pas aux classiques valeur d'usage et valeur d'échange d'Adam Smith, elle forme leur être. N'a de valeur d'usage que ce qui est utile pour la puissance ; et la valeur d'échange est une quantité de puissance sociale circulant dans un ensemble spécifique d'institutions, le marché » (p. 386).

7 – Cf. ma critique : « Une énième diatribe contre la chrématistique », in *La société capitalisée, anthologie IV des textes de Temps critiques*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 129-137, disponible sur le site de *Temps critiques*. Jappe y développe une conception a-historique du capital fictif qu'il assimile tout bonnement au crédit comme si on en était encore à l'époque de Marx dans laquelle ce capital fictif une représentait encore qu'une variable extérieure de la dynamique du capital.

dont il s'agirait maintenant de payer la note » (p. 18). Ce serait la fin d'un phénomène de croissance intensive, motivée par la « compensation » par la valorisation par la masse des produits d'une dévalorisation à l'unité, qui serait à la racine de la crise, ce que nous appelons nous, la tendance actuelle à une reproduction rétrécie⁸. Mais de là à dire qu'il n'y aurait pas d'équilibre possible au moins à moyen terme, dans cette situation, il y a un pas que rien ne permet de franchir. Surtout qu'il n'y a pas de limites visibles puisque Trenkle reconnaît lui-même qu'il y a non seulement compensation, mais aussi surcompensation (p. 41) par les produits innovants ! Il y voit la confirmation de la contradiction marxienne entre croissance des forces productives et étroitesse des rapports de production une contradiction que nous pensons englobée⁹ par la dynamique du capital¹⁰.

Alors qu'il décrit correctement le mouvement de globalisation et ses conséquences paradoxales que sont d'un côté le retour au premier plan industriel des États-Unis et de l'autre le développement économique de l'Asie du Sud-Est, il n'y voit pas un nouveau plan Marshall, mais un simple recyclage de capital fictif (p. 81).

Mais passons à Lohoff qui, d'entrée de jeu, affirme la nécessaire distinction entre économie réelle et secteur financier (p. 127) sans percevoir le processus d'auto-présupposition du capital constitué par les nouvelles articulations de sa puissance. C'est déjà une différence fondamentale d'approche par rapport à Trenkle qui lui ne part pas de ce présupposé et n'emploie qu'une fois le terme d'économie réelle et avec des guillemets qui plus est. Mais les guillemets reviennent aussi dans la troisième partie commune, signe d'une indécision théorique non explicitée par nos auteurs, mais qui conditionne et explique en partie leur va-et-vient entre deux types d'explication, l'une par la valeur-travail, l'autre par le capital fictif ou la capitalisation¹¹.

La différence de point de vue entre eux s'accroît quand Lohoff développe l'idée d'une production de valeur qui précède sa circulation en revenant à une conception dix-neuviémiste du procès de valorisation (p. 143), négligeant par là l'importance des phénomènes de marché alors même qu'est proclamée par ailleurs une marchandisation généralisée. S'il néglige l'influence du marché en général il semble faire une exception pour ce qui est du marché financier où il reprend une citation de Marx qui transforme tout capitaliste en « thésauriseur rationnel » (note 1, p. 147) pour immédiatement se rétracter puisqu'il voit ensuite ce thésauriseur comme un « capitaliste détraqué », alors qu'il est pour nous un non-capitaliste qui n'accumule que de l'argent et non du capital. Et Marx de conclure que l'intelligence du thésauriseur capitaliste se manifeste par son recyclage continu de l'argent dans la circulation. Le contraire d'un thésauriseur donc. On ne peut faire plus confus.

Pourtant, Marx touche bien là un point fondamental, car c'est bien ça la spécificité du capitaliste, ce recyclage continu de l'argent dans la circulation et non pas celle de produire des marchandises. Le but est bien toujours A-A' et A-M-A' plutôt une des figures possibles du mouvement. C'est cette forme pure que recherche le capital. En un sens c'est son utopie qu'il ne réalise évidemment jamais complètement, mais en tout cas ce n'est en aucune façon un « capitalisme inversé » comme la qualifient Lohoff et Trenkle (p. 242). En ce sens la fluidité et la flexibilité sont des priorités que les immobilisations produites

8 – Le Japon semble avoir été le pays précurseur en ce domaine avant que cela ne s'organise au niveau plus global du capitalisme du sommet.

9 – Sur ce point on se reportera au livre de Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein, *Dépassement ou englobement ? La dialectique revisitée*, Paris, L'Harmattan, 2016.

10 – Cf. J. Wajnsztein, *Après la révolution du capital*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 47-52.

11 – Pour ce second choix d'explication, cf. par exemple, dans la troisième partie, la note 2 de la page 250 : « La thèse selon laquelle les évolutions de l'industrie financière ne feraient que refléter passivement les activités de l'économie réelle [sans guillemets ici, NDLR], et ne pourraient jamais représenter une source propre de richesse capitaliste, fait partie des paradigmes fondamentaux de la théorie monétariste. Comme l'industrie financière opère uniquement avec des grandeurs monétaires, elle s'incline par avance devant le verdict monétariste de l'argent comme simple voile ».

On ne saurait que souscrire à cela, mais alors c'est reconnaître l'évanescence de la valeur.

Cf. aussi note 2, p. 263 et particulièrement : « La rumeur selon laquelle l'économie réelle se ferait pomper jusqu'à la moelle par "la superstructure financière parasitaire" fait partie des stéréotypes idéologiques mobilisés face à la crise du capitalisme inversé ». Mais cela vient contredire le sous-titre dans lequel se trouve cette affirmation : « Le grand prodige et son prix : l'économie de casino et ses spécificités » (p. 259).

par l'accumulation de capital viennent contrarier. Flux contre stocks, encore une contradiction à contextualiser historiquement.

La *Wertkritik* qui se targue de faire la différence entre le Marx ésotérique et le Marx exotérique gagnerait à mieux choisir ses citations et a décidément du mal avec les processus historiques en général que ce soit celui de la valeur ou celui de la lutte des classes.

Quand on creuse un peu l'analyse du crédit par Lohoff, qui vient ensuite, on s'aperçoit que c'est tout le processus de création monétaire au niveau microéconomique de la banque qui reste pour lui un mystère et il doit vraiment se demander comment tout cela peut tenir la route depuis 1930 au moins ! En fait c'est la priorité de l'approche philosophique qui nuit à la compréhension des mécanismes de la microéconomie, véritable boîte noire des communistes radicaux, a fortiori quand la théorie du fétichisme vient mettre son trouble dans la compréhension du fonctionnement du capital. C'est que « la réalité capitaliste est fétichiste » (p. 156). On est passé à un degré supérieur de fétichisme, ce n'est plus ici celui de la marchandise ou de l'argent, c'est le fétiche capital dont il est question à partir du moment où il revêtirait sa forme fictive.

Plus fondamentalement, au niveau macroéconomique, ce que ne comprend pas Lohoff c'est que toute économie est monétaire, mais que dans les économies modernes la monnaie est endogène c'est-à-dire qu'elle est créée par les banques et pas seulement par le souverain.

Page 162, Lohoff cite Marx pour qui il y a toujours une tendance dans le capitalisme à inverser l'ordre chronologique entre valorisation et capitalisation mais toujours aussi peu soucieux de contextualisation historique, il ne voit pas que cet ordre est fluctuant en fonction des différentes phases de développement du capital et de « cycles financiers¹² ». La fonction de la capitalisation peut varier suivant ces phases justement (reproduction élargie, reproduction rétrécie ou capitalisation différentielle¹³). Pour donner un exemple, la capitalisation actionnariale des FMN dépasse la valeur matérielle des actifs de ces mêmes entreprises et cela n'a rien à voir avec une bulle fictive ou spéculative. Ce qui compte comme valeur c'est ici la capacité future de réaliser des profits. Nous sommes d'accord avec Philippe Riviale quand il dit¹⁴ que la valeur s'autonomise quand l'entreprise se produit elle-même comme valeur et que c'est cette valeur qu'il faut faire croître parce que le capital s'est emparé de la valeur (nous, nous disons : « le capital domine la valeur »), de toutes les valeurs et qu'il y a « évanouissement » de la valeur (nous disons « évanescence »).

Lohoff voit le passage d'une crise financière à une crise monétaire (cf. *supra*) dans une tendance latente à l'hyperinflation qu'on est pourtant bien en mal de repérer aujourd'hui. En fait son analyse est profondément datée dans la mesure où il voit comme perspective une phase de stagflation (stagnation + inflation) qui a été celle de la fin des années 1970 et donc d'avant la restructuration des entreprises et la globalisation financière et mondiale, alors que le risque aujourd'hui est celui de la déflation (baisse de tous les grands agrégats) combattu par les politiques d'argent facile des banques centrales. En fait il ne comprend pas — et c'est confirmé en troisième partie (note 1 p. 252) — que l'inflation est contrée par la capitalisation, par exemple quand l'argent sert à l'achat de titres de propriété (cf. le rachat par les grandes firmes de leurs propres actions ou la pratique aujourd'hui dominante de concentration par fusions/acquisitions).

Plus fondamentalement, l'analyse de nos deux auteurs est de considérer l'action du capital fictif comme procyclique (il va toujours dans le sens du cycle donc maintenant il irait vers une aggravation de la spéculation et soit une inflation soit la déflation (toujours l'indétermination de nos deux auteurs). Or Keynes a bien montré au contraire la fonction contra-cyclique du capital fictif, parce que justement l'argent n'est pas un voile, mais un protagoniste économique. À partir de cette reconnaissance, le capital fictif devient un élément structurel de la dynamique du capital et cesse d'être une variable externe.

12 – Les banques centrales aujourd'hui ne contrôlent plus directement la quantité de monnaie en circulation. Elles régulent la propension à investir ou épargner par un taux d'intérêt pivot dit « naturel » qui représente le taux de rendement net marginal du capital qui équilibre investissement et épargne. S'il est supérieur à ce cas théorique, il y a tendance à la dépression et si il est inférieur, tendance à la surchauffe et à l'inflation. Actuellement la situation est celle d'une faiblesse de rendement des actifs et d'une propension plus grande à épargner. Pour être plus concret, on peut se reporter au débat actuel sur les fonds de l'assurance-vie, un type d'épargne qui ne nourrit pas l'investissement... et qui reste rentable pour les petits épargnants.

13 – Pour cette notion, cf. Bichler et Nitzan, *Le capital comme pouvoir*, Max Milo, 2012.

14 – Philippe Riviale, *Les infortunes de la valeur*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Contrairement à ce que croit Lohoff, l'argent ne risque pas de perdre son caractère de marchandise (p. 177), mais son caractère de représentation de la richesse, de symbole et signe. Sa dématérialisation déjà bien entamée et les projets de sa virtualisation, déjà dans les tiroirs, poussent vers cela.

Lohoff fait aussi davantage intervenir la notion de travail abstrait, mais c'est pour s'en servir comme d'un travail « passé » ou mort qui donnerait valeur au produit alors que cela supposerait au minimum qu'ait été réalisée la prémisse que Marx espérait, à savoir la transformation et l'unification de toutes les formes concrètes et donc particulières et plus ou moins complexes de travail en une forme simple, celle du job américain.

C'est-à-dire une société capitaliste pure composée de salariés indifférenciés. C'est ce qui a été approché, surtout aux États-Unis dès 1945 et jusqu'à la fin des années 1960, mais les restructurations, l'automatisation et la globalisation ont produit de nouvelles segmentations de la force de travail à l'intérieur du salariat (salariés du privé/salariés du public, salariés garantis/salariés précaires, travailleurs pauvres/chômeurs et exclus du travail) et entre salariés et non-salariés. Ce mouvement ne va pas dans le sens d'un renforcement des différences de classe avec affirmation d'une identité de classe (comme avec l'ancienne identité ouvrière), mais participe de rapports à une identité sociale largement positivée, d'où aussi l'échec de nos luttes pour l'abolition du travail une fois passé le contexte subversif du cycle de luttes des années 1960-70. Or, cette identité sociale positivée est justement ce qui manque aux laissés pour compte du salariat qui ne se fixent plus sur une identité sociale devenue improbable, mais sur des origines ethniques, une religion, des bandes.

DANS LA TROISIÈME PARTIE COMMUNE SONT RÉAFFIRMÉES CERTAINES BASES DE LA *WERTKRITIK* :

Tout d'abord, celle du « capital automate » défini toutefois (p. 218) comme « un procès social aveugle » ce qui paraît être une contradiction dans les termes. Il faut en effet choisir entre capital automate et procès social. Si on a le premier, c'est-à-dire l'anthropomorphose du capital (cf. la revue *Invariance* à partir de sa série III) alors on n'a plus de procès social, mais la « communauté matérielle du capital ». Sinon, comme nous le pensons, on a la « société capitalisée » comme synthèse¹⁵.

Ensuite, celle selon laquelle le capital serait sa propre limite et son développement déterminerait sa propre mort. Nous ne développerons pas ces points et leur critique qui ont été discutés ailleurs.

MAIS SURTOUT UNE ANALYSE HISTORIQUE DU CAPITAL FICTIF DEPUIS 1930 BIEN PEU CONVAINCANTE

L'analyse de la faillite des politiques keynésiennes face à la crise des années 1970 ne tient pas compte du fait que Keynes n'a pas fait que promouvoir le capital fictif à travers le soutien à la demande. Il a conçu tout cela au sein d'une théorie du circuit (le « cercle vertueux ») qui ne pouvait fonctionner que sous certaines conditions. Soit celles du protectionnisme des années 1930, soit celles de la reconstruction nationale de la première phase des Trente glorieuses et de la « société de consommation » pendant lesquelles la croissance peut être qualifiée d'extensive sur des marchés en expansion et avec des « champions nationaux » dans chaque secteur industriel. Et ce n'est pas la stagflation qui a été une surprise, car un ralentissement de la croissance ne pouvait que la produire à partir du moment où dans l'analyse keynésienne la force de travail n'est pas une marchandise¹⁶ et qu'on ne peut en baisser le prix qu'indirectement par l'inflation ou alors par un changement du rapport de force capital/travail.

La stagflation n'a été que le produit du décalage de temporalité entre d'un côté, la lutte contre l'inflation qui conduit à des baisses de prix des marchandises... sauf du prix de la force de travail puisque ce n'est pas une marchandise ou en tout cas pas une marchandise comme les autres, d'où une hausse relative du coût du travail (ce cas sera particulièrement net en France en 1981 et 1983 où le gouvernement Mauroy ira à contre-courant de ses confrères), une hausse des taux d'intérêt et donc une baisse de l'investissement et des anticipations pessimistes des entreprises ; et de l'autre le renversement du rapport de force capital/travail initié par Reagan/Thatcher pour faire baisser les salaires et restaurer des conditions favorables à l'offre.

15 – Cf. J. Guigou et J. Wajnsztein, *Dépassement ou englobement ? La dialectique revisitée*. L'Harmattan, 2016.

16 – Pour le capital global, le salaire est un revenu et non un coût (approche macroéconomique). C'est la base du fordisme comme mode de régulation et compromis entre les classes.

Non, ce qui a été une surprise c'est le changement de paradigme produit premièrement par les dernières luttes de classes des années 1960-1970 et leur incidence sur la productivité du travail et deuxièmement, la globalisation et la mondialisation sur des marchés principalement saturés. Le « cercle vertueux » ne pouvait plus fonctionner à partir du moment où le but numéro un devint la conquête des marchés sur la base de la meilleure compétitivité. Tout à coup il s'ensuivit des possibilités de sorties hors du circuit (plus grande ouverture des économies et augmentation des échanges internationaux) qui rendait vaine toute action sur la demande et nécessarait le retournement des politiques de relance par la demande en des politiques de l'offre. C'est que contrairement à ce que pensent nos deux auteurs l'action des politiques keynésiennes ne correspond pas qu'à une action sur la demande des entreprises (p. 248), mais aussi à une action sur la demande des consommateurs et c'est celle-ci qui se modifie dans la mondialisation et la nouvelle division internationale qui se met en place sur un fonctionnement proche du modèle smithien d'échange international, à savoir le modèle des « avantages absolus » ; politique qui a conduit de fait les pays dominants à ne plus continuer à assurer les conditions de leur souveraineté nationale, au nom de ces avantages absolus qui n'existent que sur un nombre réduit de secteurs pour chaque pays. Des pans entiers des économies nationales allaient être bradés sur cette base pour un recentrage qui va accélérer leur désindustrialisation.

Le fait que les politiques keynésiennes ne soient pas comprises par Trenkle et Lohoff fait que la rupture libérale de la fin des années 1970 n'est pas mieux comprise et surtout que nos auteurs ne peuvent saisir la rupture et la révolution du capital qui va en résulter.

Ainsi, pour eux, le néo-libéralisme serait défini par l'augmentation exponentielle des dettes (p. 255). Or au contraire, la crise des années 1970 et la remise en cause des politiques keynésiennes vont se faire par la lutte contre l'inflation et le resserrement des conditions de crédit. Du point de vue factuel ils font de la croissance de la productivité due aux nouvelles technologies un facteur de crise alors que la crise des années 1970 a été une crise de productivité et que les nouvelles technologies n'ont pu participer au réamorçage de la croissance qu'une fois assainie la situation des entreprises et les taux de croissance repartis à la hausse.

Ne percevant pas la crise comme en même temps un mouvement de restructuration, ils ne peuvent comprendre l'abandon des politiques keynésiennes (tendanciellement inflationnistes car reposant sur la croissance de la demande des entreprises et des ménages) et justement la mise en place des politiques anti-inflationnistes de la fin des années 70 qui visent, entre autres, le redressement de la courbe des profits dans le partage de la valeur ajoutée. Ils y voient au contraire un moment d'expansion monstrueuse du crédit alors que celui-ci a justement été resserré dans presque tous les pays dominants à des fins de désendettement (hausse des taux d'intérêt et crédit bancaire cher dans les pays dominants) et que des plans draconiens d'austérité ont été imposés par le FMI à des pays en voie de développement (qu'on n'appelle pas encore « pays émergents ») fortement endettés.

De plus, il semblerait que Trenkle confonde l'extension du crédit à cette époque avec l'expansion des liquidités internationales à travers la croissance exponentielle des pétrodollars et la nécessité qu'ont des pays à fort excédent extérieur comme le Japon et l'Allemagne hier, la Chine aujourd'hui, de placer leur argent. Car à l'inverse de ce que dit Trenkle, nous n'avons pas eu des politiques monétaires extensives et nous avons au contraire assisté au triomphe des théories monétaristes restrictives. En Europe, cela se concrétise par une prévalence du point de vue allemand avec l'alignement des monnaies européennes sur le DM et une politique de « Franc fort » puisque c'est ainsi qu'on désignait à l'époque, par ce mauvais jeu de mots, la dépendance de toutes les monnaies du système monétaire européen vis-à-vis du mark. Cette politique s'est accompagnée d'une hausse des taux d'intérêt réels (taux nominal moins taux d'inflation) qui va pousser les entreprises à chercher d'autres moyens de financement moins chers sur le marché financier. C'est le début de la dérégulation, de la désintermédiation (obligation de passer par les banques comme intermédiaires financiers) et de la globalisation financières. En effet le capital financier constitue ce lien souple qui démultiplie le pouvoir de la richesse ; mais cette nouvelle donne qui accroît la fluidité du capital plutôt que son accumulation, si elle devient structurelle, n'implique pas forcément des politiques conjoncturelles présentées aux dominés comme des fatalités.

En outre, parler globalement de « croissance exponentielle de la dette » participe d'une vision trop généralisante qui mélange endettement privé et public, endettement de la Grèce¹⁷ et endettement des États-Unis. Or, si la dette de l'État américain est certes la plus forte, c'est aussi la plus soutenable comme on peut le remarquer avec son surcroît de puissance aujourd'hui qui vient ruiner l'idée du déclin américain¹⁸. En effet, le pays aujourd'hui le plus puissant, n'est pas celui qui produit le plus et le mieux, mais celui qui capte la plus grande richesse, extérieure donc et la recycle au mieux, par exemple dans l'innovation, ce que réalisent effectivement les États-Unis (cf. le nouveau programme Obama en direction du *Big Data*). Par conséquent, cela permet un redémarrage sans risque d'inflation, ce que reconnaissent nos auteurs (p. 258) avant de revenir à leur « dada » page suivante : « le potentiel d'inflation n'a pas disparu, il s'accumule et se fraie finalement un chemin avec d'autant plus de violence ». Un genre d'affirmation qui contribue à la délégitimation de la science économique (certes on s'en moque)... et de ce qui se voudrait de la théorie. On retrouve cela page 280 où la foi du croyant fait dire : « Le « capitalisme inversé » ne peut fondamentalement fonctionner qu'en se dirigeant tout droit vers son propre effondrement ». Interprété en langage religieusement économique à la mode, ce n'est qu'une prophétie autoréalisatrice. C'est que pour eux le mode de production capitaliste est « un système condamné à une croissance exponentielle permanente » (p. 291). Or, ce n'est qu'en partie vrai puisqu'aujourd'hui il participe de cette tendance (fuite dans le capital fictif et les innovations, l'obsolescence programmée, etc.) tout en s'efforçant de la contrôler au niveau I (capitalisme du sommet) dans une « reproduction rétrécie »¹⁹. Ce n'est bien sûr pas infaillible, mais on a vu quand même la rapidité de réponse en 2008 et depuis les changements de stratégie de grands organismes internationaux (FMI) ou nationaux (FED et même BCE de Draghi).

Tout cela provient du fait que leur conception d'un capital fictif « à découvert »²⁰ est directement liée à leur hypothèse d'une tendance générale à la dévalorisation. Cela les amène à refuser la « vérité » des prix en voulant à toute force séparer valeur et prix... au risque de revenir, explicitement cette fois, à la « théorie positiviste » de la valeur-travail : « L'enseignement de l'économie, qui a jeté aux orties la théorie de la valeur pour la doctrine subjective de la valeur selon laquelle prix et valeur sont identiques, a contesté de manière idéologique cette différence » p. 268). Nos auteurs hésitent ici entre deux positions, la première étant quand même de pencher pour la théorie objective de la valeur (en fait la théorie de la valeur-travail qu'ils appellent d'ailleurs « théorie de la valeur » comme s'il n'en existait qu'une !) contre ce qui ne serait qu'une « doctrine » subjective sans valeur théorique donc ; et une seconde qui est de préférer quand

17 – De surcroît, la dette est vraiment prise au pied de la lettre par nos auteurs qui pensent sans doute que la Grèce « doit » de l'argent aux banques occidentales alors que les retours sur crédit qu'elles ont obtenus sont bien supérieurs au crédit d'origine et permettent sans problème l'annulation de la dette ou au moins sa renégociation, phénomène très courant en Amérique du Sud et particulièrement au Mexique au début des années 1980.

18 – C'est New York qui aime aujourd'hui (et encore plus depuis 2008 !) la richesse du monde et non pas la Chine et l'Inde ; ce sont les États-Unis et le Japon qui créent le plus d'emplois qui semblent inutiles à la croissance parce que « non productifs », la France qui en supprime le plus et pourtant nous ne pouvons que constater la différence de puissance !

19 – Plusieurs éléments concrets la caractérise : les taux bas d'abord ce qui est le signe de ce qu'on appelle en théorie économique classique, une tendance à la stagnation séculaire (Ricardo). Le taux d'intérêt comme « valeur du temps ».

On peut se reporter aussi à un article de W. Lazonick dans le journal *Le Monde* du 1/10/2014, intitulé : « Profits sans prospérité » dont les chiffres sont édifiants : parmi les grandes firmes américaines : 54 % des profits vont vers des rachats de leurs propres actions de façon à réduire leur nombre en circulation ce qui fait augmenter mécaniquement leur valeur en bourse, davantage payer les dirigeants et mieux maîtriser la « gouvernance » ; 37 % est redistribué aux actionnaires et seulement 9 % est dirigé vers des investissements. La concentration par acquisitions/fusions entre aussi dans ce schéma puisqu'il n'y a pas nouvel investissement. Il y a simplement échange d'actifs. Capitalisation sans accumulation. La vision plus financière des entreprises américaines fait qu'elles hésitent moins à vendre des actifs pour en racheter d'autres que les entreprises européennes pour qui vendre une branche d'activité est davantage perçue comme un échec.

20 – Cette notion n'est d'ailleurs pas inutile... si on l'emploie de façon limitée, pour comprendre, par exemple, la crise des *subprimes* en 2008.

même, dans le fond, une théorie métaphysique de la valeur (reposant sur le travail abstrait) peu présentable « au public » dans un débat sur la crise ou la dévalorisation et a fortiori sur « l'économie réelle ».

En fait, alors qu'à l'origine leur notion de capital « à découvert » pour les produits dérivés se justifiait de par la limitation à ce cadre, ils la font ensuite dériver (sans jeu de mots) vers toute pratique de capitalisation et de croissance des titres de propriété. Le capital fictif serait maintenant tout à découvert puisque même les investissements productifs dans les NTIC ne feraient que tarir les sources futures de valorisation (pour eux, le travail sans valeur et non pas la valeur sans le travail). Pire, on a même l'impression que pour eux le capital n'existe plus que sous sa forme fictive ! Sans doute doivent-ils regarder les statistiques sur l'emploi industriel dans les pays dominants.

En tout cas, ils ont les yeux fixés sur la composition organique du capital et le faible taux d'employés dans les NTIC alors que l'important est ici, dans les nouvelles technologies, une composition technique du capital (part importante du *general intellect* ou capital cognitif) et non sa composition organique. C'est ce que ne comprend pas une phrase comme celle-ci : « Dans le secteur de l'information, ce sont non seulement le capital variable, mais également le capital constant employé, qui sont sans rapport avec la capitalisation boursière et les bénéfices » (p. 278).

De toute façon, comme pour eux le capital ne peut être que physique (cf. note 1 de la même page 278), ils ne peuvent comprendre ce qu'est l'investissement immatériel²¹ et le fait que quelque chose de non quantifiable puisse avoir une « valeur » ; elle ne pourrait avoir qu'un prix ! Et ce prix ne correspondrait pas à une valeur mais seulement au prix d'une rente de situation.

Cette incapacité à saisir cette nouvelle situation couplée à leur perspective de « grande dévalorisation », les amène à affirmer des choses parfaitement réversibles. Ainsi quand ils énoncent que « les tendances déflationnistes qui en résultent recouvrent la dévalorisation structurelle du médium argent » (p. 315). En effet, la même phrase dans laquelle on remplacerait déflation par inflation aurait autant de sens si ce n'est plus compte tenu de leur perspective globale. Alors que par contre la situation de déflation peut se comprendre (dans leur perspective théorique de la loi de la valeur) comme justement un réajustement des prix par rapport à la valeur.

Pour finir, on peut remarquer que toute une partie de l'analyse est très datée, fixée à la fois sur la crise de la bulle technologique de 2000 (p. 296) et la crise des produits dérivés de 2008. Ainsi, le texte parle encore en termes « d'économie de casino », vision déjà fautive dans l'absolu, mais *a fortiori* fautive relativement à ce qui se passe aujourd'hui ou tout est sous contrôle, au moins à moyen terme, mais comme disait à peu près Keynes, « à long terme nous serons tous morts ! »

J. GUIGOU et J. WAJNSZTEJN
30/10/2016

21 – C'est se mettre au niveau de la comptabilité nationale qui ne comptabilise que l'investissement matériel (FBCB en langage technique) et néglige le second alors que son poids est par ailleurs estimé à au moins le tiers du premier.

Temps critiques

<http://tempscritiques.free.fr/>

<http://blog.tempscritiques.net/>

DERNIER NUMÉRO PARU

n° 18 AUTOMNE 2016

État-réseau et souveraineté, Jacques WAJNSZTEJN

Technologisation et transformations du travail, l'exemple des bibliothèques, GZAVIER

Projet de loi-travail et convergence des luttes : un malentendu ?, TEMPS CRITIQUES

Le projet El-Khomri : un retour au XIX^e siècle ?, TEMPS CRITIQUES

État islamique ou communauté despotique ?, Jacques GUIGOU

Au fil de quelques lectures : islamisme, fascisme, choc des civilisations, religions..., Jacques WAJNSZTEJN

La communauté humaine : une société sans argent ?, Bruno SIGNORELLI

Quelques remarques autour de la question d'un monde sans argent, Jacques WAJNSZTEJN

DERNIER OUVRAGE

Jacques GUIGOU, Jacques WAJNSZTEJN, *Dépassement ou englobement des contradictions ? La dialectique revisitée*, Paris, L'Harmattan, coll. « Temps critiques », 2016, 130 pages. ISBN : 978-2-343-10475-1.